



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Banque

La Standard Bank recherche son futur patron

Comme prévu, Sim Tshalala quittera la direction de la plus grande banque d'Afrique du Sud à la fin de l'année 2027 ; la recherche d'un remplaçant commence... • (Page 08)

Classement

Voici les villes africaines les plus attractives, d'après Oxford Economics

Dans son rapport 2025 sur les 300 villes les plus attractives au monde, le cabinet Oxford Economics ne retient ... • (Page 08)

Economie

Sidi Ould Tah investi président de la Banque africaine de développement

• (Page 03)



Du 9 au 14 septembre

• (Page 04)

Le CETEF Togo accueille le Salon de la Santé et du Bien-être

FACT 2024

Passage en revue des comptes dans les communes en septembre et octobre

Au Togo, le Secrétariat technique de la Commission de gestion du Fonds d'appui aux collectivités territoriales... • (Page 02)

Togo

Une entreprise locale mise sur l'élevage de mouches soldats pour...

Cette entreprise mise sur l'élevage de mouches soldats pour réduire les déchets et produire des protéines et fertilisants 100% naturels... • (Pages 04)

Règlementation des Fintechs

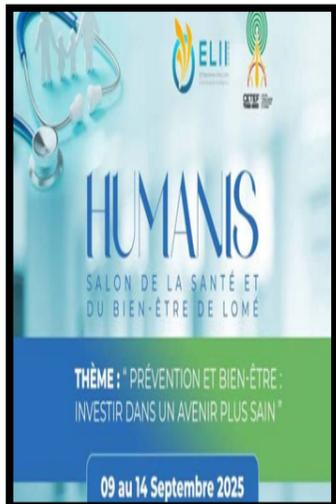
Les acteurs plaident pour des « délais réalistes »

Dans la zone Uemoa, les Fintechs ont jusqu' à la fin du mois d'août pour se conformer à la réglementation de la BCEAO. Pour certains acteurs du secteur, un ... • (Page 06)

Ogou

Des agents d'état civil des Plateaux en formation

Les agents d'état civil de la région des Plateaux, les responsables de la société civile et de l'éducation ont pris part, le lundi 1er septembre à Atakpamé, à une session ... • (Page 11)



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

8866 Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

www.canalbox.tg

FACT 2024

Passage en revue des comptes dans les communes en septembre et octobre

Au Togo, le Secrétariat technique de la Commission de gestion du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (ST-CG-FACT) lance, à partir de ce lundi 1er septembre 2025, une mission de suivi et d'évaluation sur la gestion des dotations allouées aux communes en 2024. L'opération qui se poursuivra jusqu'au 25 octobre, vise à vérifier l'effectivité des investissements réalisés grâce aux ressources du FACT au titre de l'exercice 2024



• M.T

Concrètement, il s'agira de constater physiquement les infrastructures mises en place, d'en documenter l'état, d'examiner les dossiers de passation des marchés relatifs aux projets financés, et d'identifier les éventuelles difficultés rencontrées par les communes dans leur mise en œuvre. La mission se déroule

en deux phases. Du 1er au 28 septembre dans les régions des Savanes, de la Kara et Centrale, puis du 5 au 25 octobre dans les régions des Plateaux, Maritime et le Grand Lomé. Au total, 102 communes sont concernées par cette tournée nationale. Les rapports issus de l'évaluation devraient permettre d'améliorer l'efficacité du FACT et d'optimiser son rôle dans le développement

local. Pour rappel, en 2024, c'était une enveloppe de 8,5 milliards FCFA, qui avait été mise à disposition des communes du pays au titre du FACT. Ces ressources avaient servi à appuyer la réalisation de projets locaux dans divers domaines, notamment les infrastructures scolaires, sanitaires, hydrauliques, routières, marchandes, sportives et culturelles.

Image du jour

AUX DÉCIDEURS ...

La qualité, levier de souveraineté économique

L'économie togolaise, comme beaucoup d'autres sur le continent, se trouve à un tournant décisif. Le lancement du dispositif Quality-Boost (Q-Boost) dans le cadre du projet Alliance pour la Promotion de la Qualité des Produits en Afrique (AFPQ) est plus qu'un simple programme technique : c'est un signal fort envoyé aux entreprises togolaises et africaines.

Pendant trop longtemps, la compétitivité de nos entreprises s'est heurtée à un obstacle invisible mais bien réel : l'absence de systèmes de gestion de la qualité crédibles. Dans un marché mondialisé et dans le cadre d'une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui s'installe, il ne suffit plus d'avoir un bon produit, il faut prouver sa qualité de façon scientifique, normée et internationalement reconnue.

L'initiative Q-Boost vient combler ce fossé. Elle permet aux TPME d'évaluer leurs pratiques, de les améliorer et, surtout, de poser les bases d'une certification ISO. Cela n'a rien d'un luxe bureaucratique : c'est une exigence stratégique pour conquérir de nouveaux marchés et s'imposer dans des chaînes de valeur régionales et internationales.

Bien entendu, la réussite d'une telle démarche repose sur un changement culturel. Comme l'a rappelé le représentant de la HAUQE, la qualité ne se décrète pas, elle se démontre. C'est à la fois un effort d'éducation, de structuration et de discipline. Mais cet effort est payant : il ouvre les portes de marchés exigeants, sécurise les consommateurs et renforce la crédibilité du « Made in Togo ».

Les témoignages d'entrepreneurs comme celui d'Élisabeth Lekezim, qui ambitionne de certifier ses procédés, montrent que la dynamique est en marche. Encore faut-il qu'elle se généralise. Car le risque est réel : dans un espace économique africain bientôt sans frontières tarifaires, les produits togolais devront rivaliser non seulement avec leurs voisins, mais aussi avec des acteurs mieux structurés et mieux certifiés.

L'avenir économique du Togo ne se jouera pas seulement sur les réformes macroéconomiques ou les infrastructures, mais aussi sur la capacité de ses entreprises à adopter la qualité comme réflexe naturel et marque de fabrique. C'est une question de compétitivité, mais aussi de souveraineté : un pays qui maîtrise la qualité de ses produits maîtrise son destin économique.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Economie

Sidi Ould Tah investi président de la Banque africaine de développement

L'économiste mauritanien Sidi Ould Tah, élu président de la Banque africaine de développement (BAD) en mai, a pris officiellement ses fonctions lundi lors d'une cérémonie à Abidjan (Côte d'Ivoire), siège de l'institution, promettant de continuer à construire «une Afrique robuste et prospère». Une nouvelle page d'histoire s'est ouverte aujourd'hui au moment où M. Sidi Ould Tah a prêté serment en tant que neuvième président du Groupe de la Banque africaine de développement.

• Wilson LAWSON

À 11h04 très précisément (heure d'Abidjan), par un lundi matin pluvieux, M. Tah a prêté serment, assumant la direction de la première institution financière de développement en Afrique et succédant ainsi à M. Akinwumi Adesina à l'issue de ses deux mandats successifs. Le président de la Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, et son homologue mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, ont honoré de leur présence la cérémonie officielle qui s'est déroulée au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Les anciens présidents du Groupe de la Banque,

M. Akinwumi Adesina et M. Donald Kaberuka, ainsi que les membres du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque, y compris ses administrateurs, le personnel de l'institution et des personnalités internationales de haut rang, étaient présents pour assister à cette passation de pouvoir. Le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale de la République du Congo, M. Ludovic Ngatsé, en sa qualité de président du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque, a présidé la cérémonie de prestation de serment.

De nationalité mauritanienne M. Tah, âgé de 60 ans, a été élu, le 29 mai dernier, avec plus de 76 % des voix des actionnaires, ce qui représente la plus forte marge obtenue par un président élu pour un



• Le neuvième président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Sidi Ould Tah, prononce son discours d'investiture après avoir prêté serment le 1er septembre 2025 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

premier mandat à la tête de l'institution. Le président Ouattara a qualifié ce changement de direction de « jalon historique dans la vie de notre institution panafricaine », et a déclaré qu'il « ouvrirait la voie à une nouvelle ère d'espoir pour la Banque ». Dans son discours de félicitations prononcé immédiatement après la cérémonie de prestation de serment, le président Ghazouani a souligné que M. Tah avait « la lourde responsabilité de veiller à ce que la Banque renforce son rôle clé dans la promotion du développement économique et social du continent, afin qu'elle reste un levier à part entière pour répondre aux aspirations des Africains à la paix, à la prospérité et au développement ».

Le président Ghazouani a exprimé sa confiance dans la capacité du nouveau président du Groupe de la Banque à tenir ses promesses pour le continent. « Nous serons la banque qui comblera les fossés entre les régions, entre les ambitions et la mise en œuvre, entre le public et

le privé, entre l'urgence et la bureaucratie. Allons de l'avant ensemble, avec célérité, avec unité et avec une responsabilité sans faille », a déclaré M. Sidi Ould Tah dans son discours d'investiture, qui a reçu un accueil très favorable.

M. Tah a présenté les quatre points cardinaux de sa stratégie, qui comprennent une écoute attentive, le lancement d'un programme de réformes accéléré, l'approfondissement des partenariats et l'accélération des solutions concrètes comme priorités fondamentales qui guideront sa présidence au cours des cent premiers jours de son mandat. Le nouveau président a réaffirmé que la Banque serait « attentive, réactive et capable de fixer les priorités qui comptent ».

M. Tah a ensuite souligné que la Banque renforcerait ses partenariats en travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et les partenaires internationaux, « afin qu'ensemble, nous créions un cadre financier qui serve l'Afrique selon ses propres conditions ».

M. Tah a salué la présence des partenaires de la Banque, notamment Finance en commun, l'Alliance des institutions financières africaines, le Club international de financement du développement et le Groupe de coordination arabe, et s'est déclaré prêt « à étendre le partenariat de la Banque à de nouveaux acteurs tels que les fonds souverains, les fonds de pension, et d'autres ». Par ailleurs, il s'est engagé à « revoir d'urgence nos modèles d'investissement afin d'y inclure un pilier dédié à l'investissement dans la paix ».

Le président Tah a affirmé son intention d'organiser « dans les prochains jours » une réunion publique pour le personnel de la Banque, qu'il a qualifié de « ressource la plus précieuse de l'institution ».

M. Tah a envisagé le rôle essentiel que peut jouer la Banque en tant que guide pour un continent confronté aux défis du 21e siècle en matière de démographie, de technologie et de changement climatique : « L'Afrique doit regarder vers le nord, le sud, l'est et l'ouest, non pas pour imiter, mais pour puiser la sagesse et la force dans toutes les directions, tout en définissant sa propre voie. À l'instar d'un navigateur guidé par sa boussole, la Banque devrait aider l'Afrique à naviguer vers une autonomie accrue,

ne doit pas chercher à être tout pour tout le monde. Elle doit se concentrer sur les domaines où elle peut avoir le plus d'impact, toujours dans un esprit de partenariat ».

M. Tah est l'ancien président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), où il a supervisé une transformation institutionnelle historique. Sous sa présidence, les actifs de la BADEA sont passés de quatre milliards à près de sept milliards de dollars, les approbations annuelles ont été multipliées par douze et les décaissements par fois ; l'institution a obtenu la notation de crédit AA+/AAA.

M. Tah apporte à la présidence du Groupe de la Banque africaine de déve-

au sein des conseils d'administration de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement, entre autres.

Parlant couramment l'arabe, l'anglais et le français, et maîtrisant le portugais et l'espagnol, le président Tah est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Nice Sophia Antipolis, en France, et a été diplômé de l'université Paris VII-Jussieu et de l'université de Nouakchott.

M. Tah hérite d'une institution panafricaine aux fondations solides : 318 milliards de dollars de capital, une notation de crédit AAA maintenue pendant dix années consécutives, et le score de transparence le plus élevé au monde pour un portefeuille souverain (98,8 %). Au cours de la dernière décennie, la Banque a approuvé 102 milliards de dollars de financements en faveur du développement de l'Afrique.

Parmi le public présent à la cérémonie d'investiture figuraient des représentants d'institutions internationales et de partenaires du développement, du secteur privé, de la société civile, des représentants du corps diplomatique, des membres du Conseil

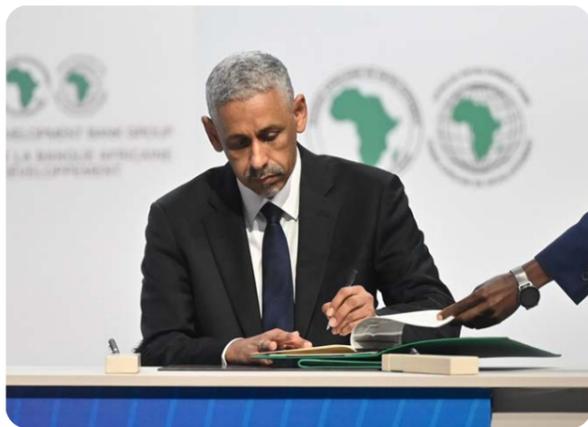


• Le nouveau président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Sidi Ould Tah, lors d'une photo de groupe avec le président de la Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, le président de la Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, les anciens présidents du Groupe de la Banque, M. Akinwumi Adesina et M. Donald Kaberuka, et les gouverneurs du Groupe de la Banque, lors de la cérémonie d'investiture le 1er septembre 2025 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

une ambition accrue et une plus grande capacité d'action », a-t-il suggéré. Il a toutefois souligné que ce rôle important de leadership dans l'élaboration de solutions universelles « façonnées par les perspectives, les priorités et l'autonomie africaines » doit être abordé de manière sélective, affirmant que « la Banque africaine de développement

loppement plus de quatre décennies d'expérience reconnue dans le domaine des banques de développement, de la politique économique et de la transformation institutionnelle. Il a également occupé les fonctions de ministre de l'Économie et des Finances de Mauritanie entre 2008 et 2015, et de gouverneur de la Mauritanie

d'administration de la Banque et de son personnel. Trois des candidats, qui se sont présentés à la présidence, aux côtés de M. Tah, Mme Bajabulile Swazi Tshabalala, M. Amadou Hott et M. Samuel Munzele Maimbo, étaient également présents dans la salle du Palais des Congrès.



• Le nouveau président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Sidi Ould Tah, signe les documents relatifs à sa prise de fonction lors de la cérémonie d'investiture qui s'est tenue le 1er septembre 2025 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Du 9 au 14 septembre

Le CETEF Togo accueille le Salon de la Santé et du Bien-être

Plus que quelques jours avant l'ouverture officielle du Salon de la Santé et du Bien-être, prévu du 9 au 14 septembre 2025 au CETEF TOGO 2000.

Placé sous le thème : « **Prévention et bien-être : investir dans un avenir plus sain** », cet événement entend marquer un tournant dans la promotion de la santé publique au Togo.

Un rendez-vous national autour de la prévention et du bien-être

Organisé par le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), le Salon se positionne comme un cadre unique pour promouvoir des solutions innovantes en matière de prévention sanitaire, de dépistage précoce et de soins accessibles. Il met l'accent sur une approche inclusive, visant à réduire les inégalités d'accès aux soins, particulièrement en zones rurales.

Au programme figurent :
-des conférences animées par des experts nationaux et internationaux,
-des séances de dons de sang,
-des consultations gratuites, ainsi que des innovations en santé et bien-être.
L'événement ambitionne ainsi de devenir un catalyseur pour de nouvelles habitudes de vie plus saines.

La santé, un capital



humain à préserver

En lançant officiellement le projet en mai dernier, le Dr Alexandre de SOUZA, Directeur Général du CETEF, a rappelé que : « La santé est le premier capital humain à protéger. Une nation ne peut progresser durablement sans citoyens en bonne santé. À travers ce Salon, le CETEF réaffirme sa vocation : être bien plus qu'un espace d'exposition. Nous voulons être un lieu où naissent les solutions, un cœur qui bat pour les grandes causes, un levier au service du bien commun. »

Focus sur la santé numérique et la coopération Togo-Israël

En marge de ce Salon, un forum TRADE TALKS TOGO-ISRAËL viendra enrichir le débat autour de la santé numérique et de la télé-

decine. Fort de l'expertise israélienne en technologies médicales de pointe, ce partenariat promet d'ouvrir une nouvelle ère dans la modernisation du système de santé togolais.

Un appel à la mobilisation collective

Le Salon de la Santé et du Bien-être 2025 se veut plus qu'une simple exposition : c'est une mission citoyenne, un signal fort pour placer la prévention au cœur des politiques publiques et rendre l'innovation médicale accessible à tous. En réunissant institutions, professionnels de santé, partenaires internationaux et grand public, le CETEF TOGO 2000 espère impulser une dynamique durable pour bâtir un Togo en meilleure santé.

Avec Togoscope

Inclusion financière

Plus de 4 milliards FCFA de crédits octroyés en un an au Togo

Au Togo, le secteur de l'inclusion financière a poursuivi son expansion entre août 2024 et août 2025, avec l'octroi de 39 142 crédits totalisant plus de 4,066 milliards FCFA, selon le rapport bilan du Ministère du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.



La majeure partie de ces financements a été orientée vers les activités génératrices de revenus (AGR), avec 38 524 crédits d'une valeur de 3,2 milliards FCFA. Les TPME ont, pour leur part, bénéficié de 618 financements, représentant 857,5 millions FCFA. Ces crédits affichent un taux de remboursement élevé de 94,94 %, signe positif de la solidité du portefeuille. L'essor de la finance digitale est

également notable, avec 8435 crédits numériques octroyés pour 422,6 millions FCFA, au profit des ménages et des micro-entrepreneurs. Le dispositif a par ailleurs joué un rôle d'amortisseur social. Après les incendies des marchés d'Agoè Assiyéyé et de Kégué, 1097 crédits indemnisés ont été accordés pour un montant total de 212,8 millions FCFA. En parallèle, l'accent a été mis sur l'éducation financière : 6729 béné-

ficiaries ont été formés à la gestion et à la fiscalité, tandis que douze missions de suivi ont été conduites auprès des prestataires de services financiers. Le gouvernement ambitionne désormais d'élargir encore la couverture nationale, alors que 72,5 % des localités auparavant non touchées sont désormais investies.

Avec Togo First

Togo

Une entreprise locale mise sur l'élevage de mouches soldats pour...

Cette entreprise mise sur l'élevage de mouches soldats pour réduire les déchets et produire des protéines et fertilisants 100% naturels.

Au Togo, l'entrepreneuse Kaïna Homawoo a vu dans l'entomoculture, une filière encore émergente dans le pays, une opportunité unique d'allier écologie, économie circulaire et développement durable. Sa société, « Cirfly », basée à Lomé (sud), élève des mouches soldats noires dont les larves transforment rapidement les biodéchets en protéines, huiles et fertilisants 100 pour cent organiques destinés à l'alimentation animale et à l'agriculture.

Ces insectes sont réputés pour leur efficacité à décomposer les matières organiques tout en produisant un compost de qualité et des aliments riches en protéines. En misant sur cette technologie naturelle, Kaïna souhaite contribuer à la fertilisation biologique des sols et à la réduction des déchets au Togo. « Ce procédé innovant permet de répondre à plusieurs enjeux majeurs : la réduction des déchets, la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles », explique-t-elle à la dpa. En lançant ce projet, cette diplômée en ingénierie commerciale et en management de projets de l'Institut des hautes études économiques et commerciales (INSEEC) a voulu donner un sens concret à ses compétences



● **POLYCOPIÉ - Kaïna Homawoo, fondatrice de l'entreprise « Cirfly »**
Photo: Kaïna Homawoo/Photo privée autorisée/dpa

en les mettant au service d'une cause environnementale. Mais son ambition va plus loin. Elle souhaite avoir un impact structurant sur le continent africain, là où les besoins sont pressants et les solutions encore rares.

Augmenter la production et renforcer les partenariats locaux

« En Afrique, le traitement des déchets organiques reste souvent absent des politiques publiques, alors qu'il consti-

tue un levier puissant pour transformer les territoires : moins de pollution, davantage de valeur locale et plus d'emplois », soutient-elle. Après deux années d'activité, l'entreprise de Kaïna produit en moyenne deux tonnes de larves fraîches par mois, un chiffre qui reste, pour elle, en deçà de la demande du marché local. « Nos clients expriment un besoin supérieur à 15 tonnes par mois, preuve que le potentiel de croissance est énorme. Notre priorité est désormais la consolidation : accroître notre capacité de production, sécuriser nos chaînes d'approvisionnement et structurer notre équipe », souligne-t-elle. Avec son équipe, la jeune femme affiche l'ambition de passer à échelle, en augmentant sa production et en renforçant ses partenariats locaux, dans un premier temps. À moyen terme, elle envisage d'exporter ses activités, en l'adaptant aux réalités de pays voisins, via des filiales ou des partenariats stratégiques. « Nous croyons qu'il est possible de construire un réseau régional de valorisation des biodéchets fondé sur des solutions simples, reproductibles et à fort impact social », conclut-elle.

Avec Agritorch

Agriculture

Le Togo prépare son 7^e rapport national sur la biodiversité

Le Togo prépare son prochain rapport national sur la biodiversité, le septième en date. Le processus d'élaboration de ce document a été lancé le 29 août 2025 à Lomé par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières. Il aboutira à un rapport couvrant la période 2021-2025 afin de dresser un état des lieux des actions menées en matière de conservation.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui oblige les États parties à soumettre régulièrement des rapports nationaux. Le Togo, en tant que partie, doit ainsi non seulement présenter ses avancées, mais aussi identifier les contraintes qui freinent la réalisation de ses engagements. Des mesures correctives et des ajustements stratégiques seront proposés afin d'aligner les politiques nationales sur les objectifs mondiaux de protection de la biodiversité à l'horizon 2030. Cette élaboration mobilise l'ensemble des



acteurs concernés, allant des ministères sectoriels aux institutions spécialisées, en passant par les partenaires techniques et financiers. Selon Moussa Samarou, chef de la division des aires protégées, ce rapport doit permettre de valoriser la contribution du Togo à l'effort international. À long terme (avec une

cible fixée à 2050), le pays veut notamment restaurer et conserver les écosystèmes terrestres et aquatiques, tout en assurant leur usage durable. Le rapport servira de référence pour orienter les politiques environnementales et renforcer la coopération internationale.

Avec Togo First

La fin du dollar ?

Pourquoi cette monnaie perd-elle de son importance dans le monde – et c'est peut-être ce que souhaite Trump

Au cours du premier semestre 2025, le dollar américain a enregistré sa pire performance depuis plus de cinq décennies dans l'indice utilisé pour mesurer la force de la monnaie américaine.

La dévaluation accumulée jusqu'en juin a été de 11% dans l'indice du dollar américain, créé par la Réserve fédérale (Fed), la banque centrale américaine, et qui compare le dollar à six autres devises – l'euro, le yen japonais, la livre sterling, le dollar canadien, la couronne suédoise et le franc suisse. De telles baisses ont déjà été observées. Mais cette fois, la dévaluation intervient en même temps que d'autres événements qui inquiètent certains économistes, ce qui a conduit de plus en plus d'investisseurs, d'analystes financiers et d'autres acteurs du secteur bancaire à remettre en question la vigueur du dollar américain, selon des sources sectorielles. L'un des points préoccupants mis en évidence est la baisse légère mais progressive de la part de la monnaie dans les réserves de change des banques centrales du monde entier. À cela s'ajoute une fuite des capitaux étrangers sur le marché des obligations du Trésor américain et des critiques sur la façon dont le gouvernement américain a utilisé la domination du dollar pour imposer des sanctions sur des questions géopolitiques, selon les experts. La politique tarifaire actuelle de l'administration Donald Trump – et les rumeurs du marché sur la possibilité d'un affaiblissement délibéré de la monnaie par la Maison Blanche pour stimuler l'industrie américaine – ont également généré des spéculations. Mais tandis que certains expriment leur inquiétude, d'autres sont sceptiques quant à l'appétit du marché pour les alternatives ou à la capacité de toute autre monnaie à atteindre le statut atteint par l'américaine. Le dollar est devenu la monnaie internationale après la Seconde Guerre mondiale, avec les accords de Bretton Woods. Depuis lors, elle est devenue la monnaie la plus utilisée pour les réserves mondiales et les transactions sur le système Swift, un réseau de paiement mondial qui relie 11 000 institutions financières dans plus de 200 pays. Alors, quelle est l'ampleur de la méfiance envers la monnaie qui domine les échanges commerciaux mondiaux ? Et que disent ceux qui prédisent encore une longue domination du dollar ?

Participation aux réserves de change

Un rapport préparé par JP Morgan début juillet a mis en évidence certains des facteurs qui menacent actuellement la domination de la monnaie. La première est liée à la baisse du dollar dans les réserves internationales – ou l'ensemble des actifs extérieurs en devises étrangères détenus par les banques centrales ou les autorités monétaires pour garantir leur stabilité économique et financière. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les réserves de change mondiales s'élevaient à plus de 12 000 milliards de dollars en mars 2025. Plus de 57 % de ce total étaient libellés en dollars. En d'autres termes, le dollar américain domine toujours. Cependant, au début des années 2000, cette part dépassait 70 %. Et tandis que la part du dollar a diminué, le renminbi chinois total a doublé au cours de la dernière décennie. Il convient toutefois de noter que les réserves en monnaie chinoise ne représentent encore que 2 % du total, loin derrière d'autres monnaies plus traditionnelles, comme l'euro et la livre sterling. Selon les experts, la principale tendance à la « dédollarisation » des réserves de change est toutefois liée à la demande croissante d'or, considéré comme une alternative aux monnaies mondiales. L'or représente actuellement 9 % des réserves des marchés émergents, soit plus du double des 4 % observés il y a dix ans.

Marché des matières premières et obligations du Trésor

D'autres facteurs qui, selon l'analyse de JP Morgan, indiquent une tendance à la « dédollarisation » sont l'utilisation d'autres devises dans le commerce inter-



national et la baisse des avoirs étrangers en titres de créance à revenu fixe du gouvernement américain. En ce qui concerne la monnaie utilisée dans les transactions internationales, il existe plusieurs façons de déterminer laquelle est la plus influente. Le dollar domine toujours en termes de volumes d'échanges, de recettes commerciales, de libellé des engagements transfrontaliers (dettes ou obligations financières d'un pays, d'une entreprise ou d'une banque envers des créanciers étrangers) et d'émission de dette en devises. Mais, selon les analystes, la monnaie américaine perd du terrain en tant que référence sur les marchés des matières premières, notamment dans le secteur de l'énergie.

En raison des sanctions internationales contre la Russie, le pays utilise les monnaies locales pour ses exportations de pétrole et de produits pétroliers. Cela permet à des pays comme l'Inde, la Chine, le Brésil, la Thaïlande et l'Indonésie d'acheter du pétrole à des prix plus bas et de payer avec leurs propres devises. Les positions étrangères en obligations américaines ont été réduites depuis 15 ans. Les obligations du Trésor américain, comme celles d'autres pays dotés d'économies fortes, sont souvent considérées comme des placements refuges, vers lesquels de nombreuses personnes dirigent leur argent en période de crise du marché, comme les krachs boursiers. Et même si les investisseurs étrangers restent la composante la plus importante du marché des bons du Trésor américain, leur part est en baisse. Avant la crise financière mondiale de 2008, plus de 50 % des obligations étaient détenues par des acheteurs extérieurs aux États-Unis. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 30 %, selon JP Morgan. « En termes de transactions internationales, il y a une baisse très modeste du pourcentage de ce qui se passe en dollars », explique Luis Oganés, responsable de la recherche macroéconomique mondiale chez JP Morgan, à BBC News Brasil. « Là où nous assistons à une dédollarisation, et certainement à un éloignement majeur du dollar, c'est au niveau des réserves de change des banques centrales et de la dénomination monétaire des transactions sur matières premières. »

Dévaluation et chute des marchés boursiers

Outre le rapport, d'autres facteurs attirent l'attention, comme la dévaluation du dollar et la baisse du marché boursier américain. Après avoir accumulé au premier semestre 2024 la plus forte dévaluation enregistrée jusqu'alors depuis 1973, les indices qui mesurent la valeur du dollar ont tenté une reprise à la mi-juillet, mais ont de nouveau chuté en août. Selon un rapport de Morgan Stanley, bien que la monnaie se soit renforcée de 3,2 % en juillet, la baisse devrait se poursuivre, ajoutant peut-être 10 % de pertes supplémentaires d'ici la fin de 2026. De plus, début avril de cette année, les marchés boursiers américains ont connu leur pire semaine depuis la pandémie de Covid-19, l'indice S&P 500 de Wall Street, qui comprend les plus grandes entreprises américaines, ayant chuté de 10 %.

Les marchés boursiers du monde entier ont alors chuté. Au Brésil, le dollar a perdu plus de 12 %.

Tout cela s'est produit à la suite des annonces du président Donald Trump concernant une vague sans précédent de droits de douane à l'importation. En avril,

le républicain a annoncé son intention d'adopter un tarif de base universel de 10 % sur toutes les importations aux États-Unis. La date limite d'entrée en vigueur de la mesure a été repoussée à plusieurs reprises par la suite, et de nouveaux tarifs ont été annoncés pour certains pays spécifiques. Parmi eux se trouve le Brésil, qui a commencé à faire face le 6 août à un tarif de 50% sur certains produits. Depuis son annonce, la hausse des tarifs douaniers de Trump inquiète les investisseurs, qui craignent son impact sur les bénéfices des entreprises et un ralentissement massif de la croissance économique. Cela pousse certains à tenter de se protéger d'une nouvelle baisse du dollar et diminue la confiance dans l'économie américaine et sa monnaie, affirment les experts. En conséquence, les investisseurs étrangers ont vendu pour 63 milliards de dollars d'actions de sociétés cotées sur les bourses américaines entre mars et avril 2025, selon Goldman Sachs. Il en va de même pour le marché obligataire, qui sert de thermomètre de la confiance dans l'économie d'un pays. Lorsqu'il y a beaucoup d'achats, c'est un signe de confiance. Mais si les investisseurs se mettent à vendre – comme ce fut le cas aux États-Unis après les annonces de droits de douane de Trump –, c'est que quelque chose ne va pas. « Il y a une tendance à la dévaluation et à la méfiance croissante envers le dollar, qui a été exacerbée par le président Donald Trump et ses politiques erratiques et imprévisibles concernant la politique commerciale américaine », explique Fernanda Brandão, coordinatrice du cours de relations internationales à l'Universidade Presbiteriana Mackenzie.

Pourquoi la confiance dans le dollar est-elle en baisse ?

Mais l'imposition de nouveaux tarifs douaniers par le gouvernement américain n'est pas le seul facteur qui, selon les experts, a érodé la sécurité du dollar. La manière dont le gouvernement américain utilise la monnaie comme un outil pour punir les transgressions dans l'arène géopolitique, par le biais de sanctions économiques, est une raison clé du déclin de la confiance des investisseurs, affirme Robert McCauley, chercheur principal à l'Université de Boston qui a passé la majeure partie de sa carrière à la Banque des règlements internationaux et à la Fed de New York. Les pays, les entreprises, les banques ou les individus sanctionnés par les États-Unis peuvent être complètement exclus du système monétaire financier international et du système de paiement mondial, en fonction du niveau des sanctions. C'est ce qui s'est produit avec la Russie, par exemple, après l'invasion de l'Ukraine. Ou encore avec le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes, inculpé en vertu de la loi Magnitski pour violations des droits de l'homme et pratiques de corruption, dans le cadre d'un conflit politique avec les États-Unis. « Les tarifs douaniers ont constitué un choc supplémentaire, s'ajoutant au gel des avoirs russes et à l'exclusion de certaines banques russes de la partie dollar du système financier international », a déclaré McCauley. Selon le chercheur de l'Université de Boston, ces pratiques pourraient encourager certains acteurs à tenter de contourner le dollar pour éviter de se retrouver un jour dans une situation similaire. Pendant des décennies, les obligations du Trésor américain ont occupé « la base de la pyramide de la structure financière internationale », en tant qu'actifs les plus sûrs, explique l'expert. Mais lorsque des détenteurs importants, comme des banques ou des investisseurs russes, voient leurs actifs gelés, cette notion est menacée.

Echanges commerciaux

Le Bénin prône une libre circulation des personnes et des biens

Les citoyens béninois soutiennent massivement la libre circulation en Afrique de l'Ouest et l'ouverture du pays aux échanges commerciaux internationaux. Dans ce sens, la majorité déplore les obstacles persistants aux frontières et la faible connaissance de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).



● Junior AREDOLA

La libre circulation des personnes et des biens apparaît comme une condition incontournable de l'intégration et du développement. La voix des citoyens béninois s'élève en faveur d'une Afrique sans barrières. Selon les résultats de la dernière enquête Afrobaromètre, près de trois quarts des Béninois (74 %) estiment que les populations vivant dans la sous-région ouest-africaine devraient pouvoir franchir librement les frontières pour travailler ou commercer. Cette adhésion reflète une aspiration forte à l'intégration régionale et à la mobilité économique, deux piliers souvent cités comme indispensables au développement du continent. Pourtant, derrière ce soutien massif se cache une réalité contrastée. Huit répondants sur dix jugent qu'il est aujourd'hui « difficile » (47 %) ou « très difficile » (31 %) de circuler entre pays voisins pour des raisons professionnelles ou commerciales. Ces obstacles, liés aux formalités administratives, aux tracasseries douanières ou encore aux infrastructures frontalières, continuent de freiner le dynamisme économique régional malgré les efforts affichés par les États et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Au-delà de la mobilité humaine, l'étude met en lumière l'adhésion des Béninois aux échanges commerciaux. Une écrasante majorité (83 %) souhaitent que le gouvernement intensifie la coopération économique avec

d'autres pays afin de créer davantage d'opportunités. Fait notable, 70 % des répondants prônent une ouverture sans exclure personne ni rien, tournée vers le monde entier. Seule une minorité se montre favorable à un recentrage sur l'Afrique (20 %) ou sur la seule Afrique de l'Ouest (6 %). Ce choix traduit une conscience croissante des interdépendances économiques mondiales et une volonté de voir le Bénin jouer pleinement sa carte dans le commerce international. Il illustre aussi les attentes des populations vis-à-vis des décideurs, sommés de mettre en place des politiques commerciales susceptibles de générer emplois et croissance.

En revanche

L'enquête pointe une méconnaissance préoccupante de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), considérée comme l'un des projets les plus ambitieux du continent. Seuls 8 % des citoyens béninois déclarent en avoir entendu parler. Même parmi les catégories les plus instruites, les plus aisées ou les plus âgées, ce taux plafonne à 10 % - 12 %. Pour les experts, il y a urgence à renforcer la communication et la sensibilisation autour de la Zlecaf, afin d'en faire un levier partagé et compris par les citoyens. Les résultats d'Afrobaromètre confortent la politique affichée par le gouvernement, qui ne cesse de plaider pour une meilleure intégration régionale. Dans le programme d'action du gouvernement (Pag) et avec les différentes réformes économiques engagées, la libre circulation des biens et des personnes figure parmi les priorités. Le pays a multiplié les investissements dans les infrastructures routières et portuaires, afin de consolider sa place de carrefour

commercial en Afrique de l'Ouest. Et les citoyens semblent partager cette vision. Pour eux, une ouverture renforcée est synonyme de nouvelles opportunités d'affaires, d'accès élargi aux marchés et d'amélioration du quotidien. Dans un contexte où sévit le chômage, notamment chez les jeunes, l'élargissement des débouchés commerciaux apparaît comme une solution attendue. Les tracasseries frontalières, la lenteur administrative et parfois la méfiance entre États minent encore la mise en œuvre effective de la libre circulation. Les résultats de l'enquête Afrobaromètre envoient un signal fort que la population souhaite une intégration régionale réelle et une ouverture accrue au monde. Pour beaucoup de commerçants béninois, franchir une frontière voisine demeure un parcours semé d'embûches. À cela s'ajoute la faible sensibilisation aux initiatives panafricaines comme la Zlecaf, censée offrir des perspectives économiques inédites. Le défi est de lever les obstacles institutionnels et administratifs, tout en rendant les citoyens acteurs d'un projet qui les concerne directement. La tâche du gouvernement sera d'accompagner cette aspiration en poursuivant les réformes, en renforçant la fluidité aux frontières et en vulgarisant les initiatives continentales. Au-delà des chiffres, c'est bien d'une conviction populaire qu'il s'agit. L'avenir économique du pays passe par la coopération et l'intégration.

Réglementation des Fintechs

Les acteurs plaident pour des « délais réalistes »

Dans la zone Uemoa, les Fintechs ont jusqu'à la fin du mois d'août pour se conformer à la réglementation de la BCEAO. Pour certains acteurs du secteur, un accompagnement plus concret et plus structuré est nécessaire pour « ne pas tuer les petites entreprises ».

● Junior AREDOLA

Les Fintechs de la zone UEMOA ont jusqu'à fin août pour se conformer à la réglementation mise en place par la BCEAO. Pour Elhadji Cheikhou Sall, fondateur et CEO de Lebalma, l'institution bancaire est bien dans son rôle qui consiste à réglementer, mais dans les règles de l'art. Cependant, il estime qu'il faut garder à l'esprit que les fintechs représentent une véritable révolution à l'ère du numérique. Elles apportent, à ses yeux, un souffle nouveau dans le monde de la finance, bousculent les codes et dynamisent un secteur où les banques traditionnelles se trouvaient parfois dans un certain confort. Néanmoins, Elhadji Cheikhou Sall pense qu'une réglementation mal calibrée peut freiner l'innovation, surtout si elle est appliquée de manière précipitée et sans concertation avec les acteurs de l'écosystème. « Réglementer n'est pas mauvais, au contraire, mais cela doit se faire dans une parfaite harmonie entre protection du marché et soutien à l'innovation », suggère le CEO de Lebalma. Le principal problème à ses yeux, c'est de bloquer l'activité d'entreprises qui traitent des milliers de transactions et emploient de nombreuses



Mika Diol, fondateur de Kalispot

Elhadji Cheikhou Sall, fondateur et CEO de Lebalma

personnes. « Imposer une réglementation d'urgence, sans un temps d'adaptation suffisant, met en péril non seulement les acteurs, mais aussi l'économie numérique dans son ensemble », ajoute-t-il. Un accompagnement concret Pour Mika Diol, fondateur de Kalispot, même s'il est nécessaire de réglementer, aujourd'hui, le cadre réglementaire avance souvent plus que l'accompagnement concret des acteurs. Il souligne qu'une révolution financière ne se décrète pas depuis un bureau à Dakar ou à Abidjan, mais se construit aussi avec les Fintechs. « Pour les plus petites structures ce sera un choc. La mise en conformité demande des ressources financières, techniques et humaines que tout le monde n'a pas. Certaines vont disparaître ou être absorbées », prévient-il. Pour les plus

solides, il considère qu'elles vont gagner en crédibilité et en légitimité, mais au prix d'une course d'obstacles. Au final, dit-il, cette étape va accélérer la concentration du marché avec moins d'acteurs, mais plus solides à condition que la porte reste ouverte à l'innovation locale. « On ne peut pas juste imposer des règles, il faut aussi donner les moyens de les respecter. Je préconise des délais réalistes, étalés en fonction de la taille des structures, des programmes de formation et d'assistance technique financés en partie par la BCEAO et les gouvernements », exprime Mika Diol. À ses yeux, un « regulatory sandbox » à l'échelle UEMOA, permettrait aux Fintechs de tester leurs innovations dans un cadre sécurisé avant un déploiement massif.

Sénégal

Le Forum des systèmes alimentaires africains s'ouvre à Dakar sous le signe de la jeunesse

Depuis 2006, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) organise chaque année sur le continent l'un des plus importants sommets sur l'agriculture au monde. Après Kigali l'année dernière, c'est le Sénégal qui a été choisi comme le pays hôte de l'évènement en 2025.

Et c'est reparti. L'édition 2025 du Forum des systèmes alimentaires africains (AFSF) vient de s'ouvrir à Dakar. Le lancement officiel a été effectué par le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye en présence notamment de Paul Kagame, chef d'Etat du Rwanda, Haile Mariam Desalegn, ancien Premier ministre d'Ethiopie et Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture du Sénégal. Organisé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), ce rendez-vous considéré comme le plus important dédié à l'agriculture sur le continent africain se tiendra sous le thème «



La jeunesse africaine : fer de lance de la collaboration, de l'innovation et de la transformation des systèmes agroalimentaires ». Alors que la région abrite l'effectif le plus important de jeunes au monde, les organisateurs entendent cette année braquer les projecteurs sur l'implication de cette couche sociale dans le développement agricole et son rôle futur dans la transformation du secteur qui fournit près du quart du PIB continental. En effet, avec l'essor démographique, les

besoins alimentaires croissants et les défis nutritionnels, la jeunesse africaine est plus que jamais appelée sur le front agricole en raison des opportunités socio-économiques qui y sont liées et de la nécessité de réduire la dépendance aux importations alimentaires afin de bâtir une souveraineté alimentaire durable. Jusqu'au 5 septembre prochain, l'évènement qui devrait attirer près de 6 000 participants selon les organisateurs permettra d'aborder différents aspects de la thématique, de l'accès au foncier, au financement, en passant par l'innovation et les nouvelles technologies.

Avec Agence Ecofin

lundi 1 septembre 2025

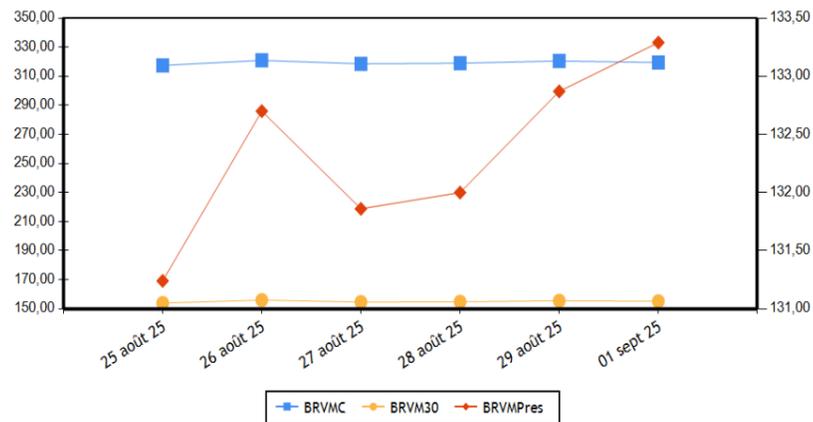
N° 164

BRVM COMPOSITE	319,47
Variation Jour	-0,33 % ↓
Variation annuelle	15,74 % ↑

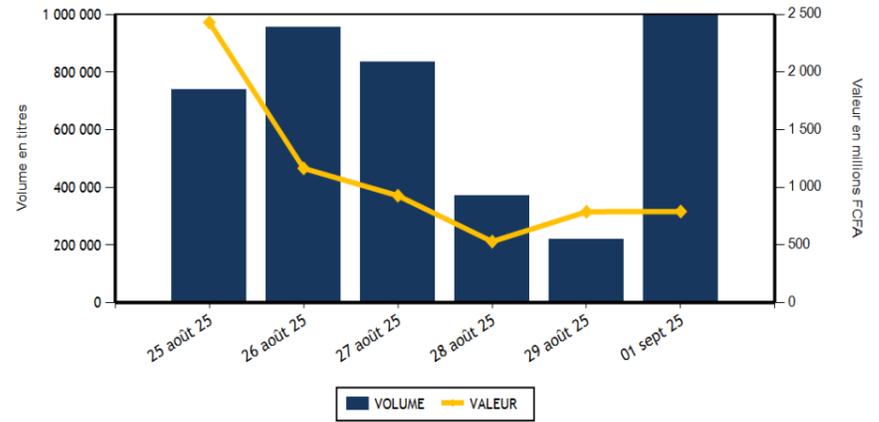
BRVM 30	155,22
Variation Jour	-0,22 % ↓
Variation annuelle	11,88 % ↑

BRVM PRESTIGE	133,29
Variation Jour	0,32 % ↑
Variation annuelle	16,07 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 317 256 711 862	-0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	999 048	358,75 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	787 699 738	2,77 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	18	-14,29 %
Nombre de titres en baisse	19	46,15 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 868 977 403 542	0,01 %
Volume échangé	332	-86,09 %
Valeur transigée (FCFA)	3 258 100	-85,36 %
Nombre de titres transigés	3	-78,57 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-80,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	730	7,35 %	62,22 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	850	6,92 %	41,67 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 800	5,57 %	-6,25 %
UNIWAX CI (UNXC)	915	4,57 %	123,17 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 445	4,26 %	-2,20 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	48 970	-6,97 %	656,29 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	-5,88 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	7 500	-2,47 %	62,69 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 135	-1,30 %	28,98 %
SICABLE CI (CABC)	1 315	-1,13 %	26,44 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	133,29	0,32 %	16,07 %	30 434	228 432 575	10,13
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	191,35	-0,75 %	38,55 %	968 614	559 267 163	12,48

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	256,92	-2,23 %	118,92 %	45 302	136 484 100	7,94
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	723,55	-0,31 %	-5,29 %	17 987	117 260 160	10,09
BRVM - FINANCES	16	125,48	0,18 %	23,32 %	861 376	288 322 943	8,27
BRVM - TRANSPORT	1	348,80	1,79 %	6,15 %	6 546	8 959 895	3,68
BRVM - AGRICULTURE	5	329,47	-0,41 %	67,18 %	35 203	168 946 950	10,69
BRVM - DISTRIBUTION	7	391,66	0,70 %	16,82 %	21 617	29 827 170	55,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	631,15	-0,03 %	-2,82 %	11 017	37 898 520	11,03

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,42	-0,32 %	-5,58 %	14 742	107 717 915	9,99
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	120,59	3,43 %	20,59 %	47 630	71 054 885	78,78
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	123,32	0,18 %	23,32 %	861 376	288 322 943	8,27
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	212,93	-2,04 %	112,93 %	38 835	229 928 505	8,83
BRVM - INDUSTRIELS	6	138,77	1,06 %	38,77 %	24 161	60 420 575	4,95
BRVM - ENERGIE	4	108,92	-1,76 %	8,92 %	9 059	20 712 670	13,34
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,41	-0,02 %	3,41 %	3 245	9 542 245	8,50

Banque

La Standard Bank recherche son futur patron

Comme prévu, Sim Tshabalala quittera la direction de la plus grande banque d'Afrique du Sud à la fin de l'année 2027 ; la recherche d'un remplaçant commence.



La recherche du prochain PDG du groupe Standard Bank est lancée après que la banque basée à Johannesburg a annoncé que Sim Tshabalala quitterait ses fonctions à la fin de l'année 2027. Sim Tshabalala, qui dirige depuis 2013 le plus grand prêteur africain en termes d'actifs, prendra sa retraite en même temps que le directeur financier (CFO) Arno Daehnke, dont le mandat a débuté en 2016, a indiqué la banque. Bien que la Standard Bank ait récemment relevé l'âge de la retraite de ses cadres de 60 à 63 ans, ces deux personnes ne sont pas concernées par cette nouvelle politique. Sim Tshabalala a rejoint la Standard Bank en 2000 et a occupé des postes de direction, notamment celui de directeur général de Stanbic Africa et de PDG des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. « Bien que nous ayons prolongé l'âge de la retraite pour les futurs cadres supérieurs, conformément aux tendances locales et internationales qui reflètent une vie professionnelle plus longue et plus productive, il est important de maintenir la clarté et la certitude dans nos plans actuels de transition de la direction », confirme la banque dans un communiqué. Sim Tshabalala, 57 ans, commente au Business Report sud-africain : « J'ai toujours prévu de prendre ma retraite à 60 ans. Nous sommes tous deux pleins d'énergie... Je suis sûr que nous continuerons à apporter notre contribution après notre départ à la retraite. »

Période de croissance

Sim Tshabalala a dirigé l'une des institutions financières les plus importantes d'Afrique pendant une période de croissance et de transformation. Entre 2013 et 2017, il a occupé le poste de co-PDG aux côtés de Ben Kruger, puis celui de PDG

unique à partir de 2017. Le total des actifs de la banque est passé de 1 950 milliards de rands (110 milliards de dollars) en 2017 à 3 270 milliards de rands (190 milliards de dollars) en 2024, tandis que le bénéfice net est passé de 23 milliards de rands (1,31 milliard \$) à 44,5 milliards de rands (2,54 milliards \$) au cours de la même période. La croissance de la rentabilité de la Standard Bank lui a permis d'augmenter régulièrement ses dividendes, ce qui a fait grimper le cours de son action à la Bourse de Johannesburg (JSE). Son action s'est appréciée de 133 % au cours des cinq dernières années et sa capitalisation boursière a atteint 420,8 milliards de rands (23,98 milliards \$). La croissance de la Standard Bank ces dernières années a été en grande partie tirée par ses filiales à travers le continent. La banque est présente dans vingt pays africains en dehors de l'Afrique du Sud, et dans tous les principaux blocs régionaux. Ces marchés représentent actuellement 41 % des bénéfices nets de la Standard Bank, contre 49 % pour l'Afrique du Sud.

Augmenter la rentabilité

Ces dernières années, Sim Tshabalala a renforcé l'orientation stratégique de la Standard Bank vers l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et l'augmentation de la rentabilité. « Au vu des indicateurs de rendement, nous sommes particu-

lièrement heureux de pouvoir annoncer le meilleur ratio coûts/revenus jamais enregistré par le groupe, à 49,4 %. Notre rendement sur capitaux propres a été tout aussi satisfaisant, à 19,1 %, le meilleur jamais atteint dans le cadre des exigences réglementaires actuelles en matière de fonds propres », déclarait Sim Tshabalala lors de la présentation du rapport sur les résultats du premier semestre 2025 de la banque, en août. Pour les six mois clos au 30 juin, la banque a enregistré une hausse de 8 % de son bénéfice net, qui est passé de 22 milliards de rands (1,25 milliard \$) au premier semestre 2024 à 23,78 milliards de rands (1,36 milliard \$). Le revenu net total est passé de 88,37 milliards de rands (5,04 milliards \$) un an plus tôt à 94,79 milliards de rands (5,4 milliards \$). Sim Tshabalala a rejoint la Standard Bank en 2000 et a occupé des postes de direction, notamment celui de directeur général de Stanbic Africa et de PDG des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La recherche de son successeur étant en cours, l'attention s'est naturellement tournée vers les candidats internes. En effet, dans l'histoire de la banque, un seul PDG, Robert Stewart, a été recruté à l'extérieur. Cela remonte à plus d'un siècle et demi, et tous les autres PDG depuis lors ont été sélectionnés en interne. On ne sait pas encore si la banque envisage ou non des candidats externes.

Avec *magazinedelafrique*



Crise en France

«Toute chute de gouvernement en Europe est préoccupante»

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, s'est montrée inquiète, face à l'actuelle situation politique française.

« Tous les risques de chute de gouvernement dans tous les pays de la zone euro sont préoccupants », a estimé lundi la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde, qui était interrogée sur la probable chute du gouvernement Bayrou. « Ce que j'ai pu observer depuis six ans (à ce poste, NDLR) c'est que les développements politiques, la survenance de risques politiques, ont un impact évident sur l'économie, sur l'appréciation par les marchés financiers des risques-pays et par conséquent sont préoccupants pour nous », a déclaré Mme Lagarde sur Radio Classique. La présidente de la BCE tenait ces propos alors que le Premier ministre François Bayrou va demander lundi prochain la confiance de l'Assemblée nationale, et que tout montre actuellement qu'il ne l'obtiendra pas et devra démissionner. Pour autant, Mme Lagarde ne semble pas inquiète à ce stade d'une mise sous tutelle de la France par le Fonds monétaire inter-



• « Tous les risques de chute de gouvernement dans tous les pays de la zone euro sont préoccupants », a estimé lundi la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde.

• AFP

national (FMI), institution qu'elle a dirigée de 2011 à 2019. « Les pays demandent l'intervention du FMI dans des circonstances où la balance courante est gravement déficitaire et où le pays ne peut pas faire face à ses obligations: ce n'est pas le cas aujourd'hui de la France », a-t-elle observé. « Le FMI probablement dirait « les conditions ne sont pas remplies, organisez-vous vous-mêmes pour restructurer et

pour mettre de l'ordre dans vos finances publiques », selon elle.

Trump, «un danger très sérieux»

Par ailleurs, Christine Lagarde a jugé lundi qu'une prise de contrôle de la politique monétaire américaine par Donald Trump serait « un danger très sérieux » pour l'économie américaine et mondiale. « S'il y arrivait, c'est un danger très sérieux pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale », a-t-elle affirmé sur Radio Classique, rappelant que la politique de la banque centrale américaine (Fed) « a évidemment des effets sur les États-Unis pour maintenir la stabilité des prix et pour assurer l'emploi optimal ». « Si elle dépendait du diktat de tel ou tel », a continué Mme Lagarde, « l'équilibre de l'économie américaine, et par voie de conséquence les effets que ça aurait dans le monde, entier seraient très préoccupants ».

(afp)

Classement

Voici les villes africaines les plus attractives, d'après Oxford Economics

Dans son rapport 2025 sur les 300 villes les plus attractives au monde, le cabinet Oxford Economics ne retient aucune ville africaine dans son classement principal. Cette absence montre si besoin les défis persistants auxquels les métropoles du continent sont confrontées en matière de compétitivité globale.

Toutefois, à l'échelle du continent, certaines villes africaines parviennent à tirer leur épingle du jeu. En s'appuyant sur des critères comme le dynamisme économique, le capital humain, la gouvernance, l'environnement et la qualité de vie, Oxford Economics identifie dix villes africaines particulièrement attractives en 2025.

Le trio de tête africain

Le Caire, capitale de l'Égypte, domine ce classement continental. Bien qu'elle n'arrive qu'à la 302e place mondiale, elle se distingue fortement dans certaines catégories clés : 56e au niveau mondial en capital humain et 171e en performance économique. Port-Louis, capitale de Maurice, suit en 338e position mondiale. Elle séduit notamment par ses performances en matière d'environnement (144e mondiale) et de gouvernance (160e). En troisième position, Nairobi, capitale du Kenya, se classe 381e au niveau mondial. La ville illustre la montée en

puissance économique de l'Afrique de l'Est, portée par une jeune population et une croissance soutenue.

Les autres villes remarquables

D'autres métropoles africaines s'illustrent également dans ce classement régional, il s'agit en l'occurrence de Casablanca (Maroc) – 431e mondiale, d'Accra (Ghana), d'Alger (Algérie), de Johannesburg et Pretoria (Afrique du Sud) – Johannesburg est 457e mondiale, et de Gaborone (Botswana), qui ferme ce top 10 à la 475e place mondiale

Une domination marocaine, égyptienne et sud-africaine

Trois pays concentrent à eux seuls la majorité des villes les plus attractives du continent selon le rapport, à savoir le Maroc (avec Casablanca, Rabat, Marrakech, Fès, Tanger, Meknès et Agadir), l'Égypte (avec Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd,

Suez, etc.) et l'Afrique du Sud (avec Johannesburg, Pretoria, Le Cap, Durban et Bloemfontein).

Un continent encore en marge du top mondial

À l'échelle internationale, le classement reste dominé par les grandes métropoles historiques comme New York (qui conserve sa première place), suivie de Londres (Grande-Bretagne), Paris (France), Tokyo (Japon) et Sydney (Australie). L'absence de villes africaines dans le top 300 mondial met en lumière les obstacles structurels du continent : infrastructures insuffisantes, faibles investissements étrangers, gouvernance perfectible ou encore disparités sociales. Mais le dynamisme local de certaines villes montre aussi un potentiel réel. Ces pôles urbains émergents pourraient, à moyen terme, devenir les moteurs d'une nouvelle phase de développement économique, social et politique pour l'Afrique.

Avec *leconomistemaghrebin*

Culture

Des trésors archéologiques pillés dans le Soudan en guerre

Dans la cour du Musée national à Khartoum trône la statue massive du pharaon noir Taharqa, rare vestige des oeuvres d'art qui ont été pillées pendant la guerre dans ce haut lieu des antiquités soudanaises.

«Seuls les objets volumineux ou lourds, difficiles à transporter, ont survécu» dans le musée, affirme à l'AFP Rawda Idris, du Comité de protection des musées et sites archéologiques au Soudan. Autour du pharaon noir, des morceaux de verre et de sculptures jonchent le sol. Quelques statues semblent abandonnées et le toit du musée porte encore les traces de tirs d'obus. La guerre entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) a éclaté en avril 2023, et au fil des mois les FSR ont pris progressivement le contrôle de la capitale, dont celui du musée, théâtre de combats. En mars dernier, après la reprise par l'armée de Khartoum, des archéologues ont pu pénétrer pour la première fois depuis deux ans dans son enceinte.

«Chambre d'or»

Hatim el-Nour, ancien



● Une photo montre les dégâts subis par le Musée national du Soudan à Khartoum le 11 avril 2025, après la reprise de la capitale par l'armée aux paramilitaires des FSR le mois précédent. AFP or licensors

directeur de l'Autorité des antiquités, rappelle à l'AFP que le musée abritait «plus de 500.000 pièces couvrant une vaste période historique», comprenant notamment le célèbre royaume de Koush, dirigé par les pharaons noirs. Le musée, qui conservait des milliers de statues funéraires en pierre ou en bronze, parfois ornées d'or ou de pierres précieuses, a fait l'objet d'un «important pillage», selon Ikhlas Abdel Latif, la directrice des musées à l'Autorité des antiquités. Sa «chambre d'or», notam-

ment, où étaient exposés «des objets inestimables (...), des pièces en or pur de 24 carats, dont certaines vieilles de près de 8.000 ans» a été «entièrement pillée», a-t-elle indiqué à l'AFP par téléphone.

Selon Mme Abdel Latif, les objets d'art ont été transportés dans des camions vers le Darfour, une vaste région de l'ouest du pays contrôlée quasi totalement par les FSR. Le gouvernement soudanais, aligné sur l'armée, a accusé les FSR d'avoir volé et détruit des oeuvres, qualifiant ces actes de «crime de guerre», ce que les paramilitaires nient.

Si quelques pièces ont refait surface dans des pays voisins comme l'Egypte, le Tchad ou le Soudan du Sud, beaucoup demeurent introuvables. Les autorités soudanaises, en coordination avec les pays voisins, tentent de repérer et récupérer les pièces arrivées clandestinement à l'étranger, a indiqué à l'AFP un responsable de l'Autorité des antiquités soudanaises.

Les statues koushites, «petites et faciles à transporter» sont particulièrement recherchées sur le marché noir, note Mme Abdelatif.

Le gouvernement, avec l'aide d'Interpol et de l'Unesco, «surveille tous les marchés», assure-t-elle. A ce jour, aucune pièce de la chambre d'or n'a réapparu, ni dans les ventes aux enchères ni sur les marchés informels. Contacté par l'AFP, le service spécialisé d'Interpol a confirmé son implication dans les efforts

pour retrouver les objets d'art, sans donner plus de détails. Selon deux sources de l'Autorité, des individus passés en Egypte voisine ont proposé de rendre des antiquités volées contre une compensation financière. «Des étrangers» ayant en leur possession des objets archéologiques ont par ailleurs été arrêtés dans l'Etat du Nil, dans le nord du Soudan. «Des enquêtes sont en cours pour déterminer de quel musée proviennent ces antiquités», précise Mme Idris, une procureure.

«Valeur historique considérable»

Fin 2024, l'Unesco a appelé le public à ne pas faire le commerce d'oeuvres volées, soulignant leur «valeur historique et matérielle considérable». «Plus de 20 musées au Soudan ont été pillés», estime Mme Idris qui évalue les pertes à «110 millions de dollars» (environ 94 millions d'euros). «Nous ignorons encore l'ampleur des dégâts dans les zones qui

n'ont pas été libérées», ajoute-t-elle, en référence aux nombreuses régions encore sous le contrôle des FSR, notamment au Darfour, dans l'ouest du pays. M. Nour parle aussi de «destructions dans d'autres musées tout aussi importants»: le musée de Nyala, dans le Darfour-Sud, le musée du Sultan Ali Dinar, le plus grand du pays situé à elFacher, capitale du Darfour-Nord assiégée par les FSR, ou encore la maison d'Al-Khalifa, à Omdourman, ville voisine de Khartoum. Les collections du XVIIIe siècle qu'abritait cette maison historique sont aujourd'hui détruites, selon les autorités. Le musée de Nyala «a été le théâtre de violents combats en raison de sa proximité avec des installations (...) de l'armée», raconte aussi à l'AFP un habitant. Selon Mme Abdelatif, il sert désormais de «base militaire» aux FSR.

Par Le360 (avec AFP)

HOROSCOPE finance

Bélier Les natifs du premier décan éprouveront sans doute une forte contrainte financière. Celle-ci pourra provenir de charges anciennes qu'il sera plus difficile que précédemment d'honorer. L'heure pourrait être venue pour faire des économies sévères, surtout en cas de diminution du salaire réel. Pour les autres natifs, la situation sera assurément moins restrictive, mais la prudence restera de mise.

Taureau La Lune va s'occuper activement d'une zone liée à l'argent. Cela ne veut pas dire que des difficultés financières vous attendent. Mais pour bien gérer votre budget, vous aurez intérêt dès maintenant à tenir compte de cet impact, qui indique que dans l'avenir immédiat votre essor financier risque d'être relativement bloqué. Tout ira bien si vous ne vivez pas au-dessus de vos possibilités.

Gémeaux Sur le plan matériel, vous serez très efficace et compétent. Vous parviendrez à ré-soudre des problèmes délicats, et vous gèrerez habilement vos finances. Toutefois, attention à certaines envies d'achat !

Cancer A ce train-là, vous allez finir par dévorer la cagnotte qu'on vous a confiée. Soyez un peu plus raisonnable tout de même ! Si vous vous laissez aller, vous risquez de vous empêtrer dans des complications inextricables.

Lion Votre charme sera à l'origine de la chance insolente que vous aurez ce jour. L'argent devrait rentrer facilement ; vous pourriez l'avoir presque en claquant des doigts. Quant à l'avancement dont vous rêvez, on vous le proposera spontanément. Vous pourrez parler haut et fort et affirmer ce que vous avez de plus authentique : on vous écoutera.

Vierge Avec cet aspect de Pluton, vous pourrez gérer votre budget sans trop de souci. Mais vous devrez tout de même rester assez vigilant à cause de Neptune, qui pourra vous brouiller les idées et vous pousser à prendre des décisions inadaptées.

Balance La chance vous sourira cette fois. Il s'agira probablement mais pas nécessairement d'une bonne rentrée d'argent ; ce pourra être quelque chose d'autre d'également très agréable. Profitez-en à fond en vous disant que cela ne peut arriver tous les jours. "Il faut gouverner la Fortune comme la santé : en jouir quand elle est bonne, prendre patience quand elle est mauvaise" (La Rochefoucauld).

Scorpion Avec le coup de pouce de la planète Uranus, vous ferez un grand pas aujourd'hui vers la consolidation de votre situation matérielle. Vous ne ménagerez pas votre peine pour améliorer votre pouvoir d'achat, pour gérer avec rigueur vos finances. Vous chercherez aussi à élargir le champ de votre activité professionnelle. Tous vos efforts seront rapidement récompensés. Une petite chance aux jeux de hasard est probable.

Capricorne La Lune dans cet aspect apportera une plus large envergure financière et favorisera des initiatives nouvelles dans un cadre matériel précis et qui a fait ses preuves. Mais la tendance de la journée sera surtout à l'économie, à une bonne utilisation des possibilités. Donc, pas de gaspillage ni d'achat inutile ! "Laisse ton argent dans l'obscurité pour qu'il te permette de voir la lumière" (proverbe maltais).

Sagittaire Neptune et Uranus vous vaudront une bonne dose de chance sur le plan pécuniaire. Votre sens de l'organisation et votre lucidité vous aideront à bien gérer votre budget, et à faire les bons choix si vous avez des décisions financières à prendre. Si vous envisagez un achat important, le Ciel vous sera favorable : ce sera le moment de signer.

Verseau Journée difficile pour vous en raison des contraintes financières extrêmement pénibles que vous imposera Jupiter. Vous ne pourrez pas faire grand-chose pour remédier à la situation. Mais vous pourrez empêcher de tels déboires de revenir vous importuner dans l'avenir en modifiant vos habitudes de dépense.

Poisson Vous pourrez certainement améliorer vos revenus aujourd'hui. Vous aurez aussi tous les atouts en main pour faire fructifier vos économies en les plaçant en Bourse. Surtout, n'oubliez pas de prendre rendez-vous avec votre banquier !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

iYARA

Martial Batcho, l'ingénieur qui révolutionne la e-santé en Afrique de l'Ouest avec l'IA

Dans un contexte africain où l'accès aux soins de qualité reste un défi majeur, Martial Batcho, un entrepreneur béninois expérimenté et visionnaire, a créé iYARA, une application mobile d'e-santé. Fondée en juin 2025, iYARA a pour ambition de digitaliser le parcours de santé et de le rendre plus accessible, plus continu et plus sécurisé pour des millions de personnes.

L'innovation d'iYARA réside dans son écosystème complet qui intègre l'intelligence artificielle pour connecter patients, médecins et pharmacies au sein d'une seule et même plateforme. L'application propose des fonctionnalités clés comme la prise de rendez-vous, la télémedecine, les ordonnances électroniques, la livraison de médicaments et un dossier médical numérique. En offrant une solution intégrée, fiable et adaptée aux réalités locales, iYARA se positionne comme un acteur essentiel pour moderniser le système de santé en Afrique de l'Ouest francophone. Cet article retrace le parcours de son fondateur, Martial Batcho, et explore comment sa solution est en train de transformer durablement l'accès aux soins.

Peace FM : Bonjour Monsieur Martial Batcho, c'est un honneur de vous accueillir. Pourriez-vous vous présenter et nous parler de votre entreprise et de la solution d'e-santé que vous avez créée ?

Martial Batcho : Bonjour. Je m'appelle Martial Batcho, je suis un entrepreneur béninois. Mon parcours est un mélange d'ingénierie et de management. J'ai une formation d'ingénieur en génie électrique et je suis titulaire d'un MBA en Management Global de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ainsi que d'un Master en Gestion des Organisations de l'INSEEC Paris. Au fil de mes 17 années d'expérience, j'ai eu l'opportunité de diriger des projets techniques à fort impact social en Afrique subsaharienne, notamment chez des groupes comme ENGIE ÉNERGIE ACCESS et SIPI/ARISE GDIZ. Aujourd'hui, je suis le fondateur d'iYARA, une application mobile de santé numérique lancée en juin 2025.

Peace FM : Vous avez mentionné qu'iYARA est une réponse aux défis de santé en Afrique. Pouvez-vous nous expliquer en quoi elle se démarque ?

Martial Batcho : iYARA a été conçue pour surmonter les obstacles majeurs liés à l'accessibilité et à la continuité des soins au Bénin et dans toute l'Afrique de l'Ouest francophone. L'application propose un écosystème complet qui rassemble la prise de rendez-vous médicaux, les téléconsultations, les ordonnances électroniques, l'achat et la livraison sécurisée de médicaments, la gestion d'un dossier médical numérique, et même un assistant de santé intelligent basé sur l'IA. Notre but est de faire d'iYARA la plateforme de référence en e-santé dans la région d'ici 2028, grâce à une approche inclusive et spécifiquement adaptée aux réalités locales. Nous cibons principalement les populations urbaines actives comme les fonctionnaires, les étudiants et les travailleurs indépendants, tout en prévoyant une expansion progressive vers les zones périurbaines et rurales.

Peace FM : L'intelligence artificielle est au cœur de votre solution. Comment cette technologie transforme-t-elle l'expérience des utilis-



teurs et des professionnels de santé ?

Martial Batcho : C'est ce qui fait la force d'iYARA. L'intégration de l'IA apporte une véritable révolution. Pour les patients, notre assistant intelligent offre un accompagnement personnalisé en matière de prévention et de suivi. Il analyse les symptômes qu'ils renseignent, leur rappelle les traitements à suivre, leur donne des conseils adaptés et les guide vers les spécialistes dont ils ont besoin. Cela permet d'adopter une approche proactive de la santé et de réduire les risques liés à l'automédication, une pratique courante en Afrique de l'Ouest. Pour les professionnels de santé, iYARA fournit une aide précieuse au diagnostic. Grâce au dossier médical numérique interconnecté, l'IA met en évidence des corrélations entre les symptômes et les antécédents médicaux, offrant ainsi aux médecins des outils d'aide à la décision qui améliorent la qualité et la rapidité de leurs consultations. L'innovation d'iYARA réside donc dans sa capacité à mettre l'intelligence artificielle au service d'un parcours de santé complet, préventif et collaboratif, en connectant les patients, les médecins et les pharmaciens au sein d'un même écosystème digital.

Peace FM : Le marché de la santé numérique est de plus en plus concurrentiel. Quels sont les avantages compétitifs d'iYARA et sa valeur ajoutée ?

Martial Batcho : Notre principal avantage est notre proposition de valeur intégrée. Là où d'autres solutions ne s'attaquent qu'à un seul maillon de la chaîne de soins, iYARA propose un écosystème complet et centré sur l'utilisateur, de la consultation médicale jusqu'à la réception des médicaments à domicile. Nous avons également une interface conviviale et bilingue, en français et en anglais, qui est adaptée aux réalités locales. L'application a été conçue dans une logique d'inclusion sociale et géographique, permettant même des téléconsultations avec des spécialistes qui exercent en Occident. Nous développons activement des partenariats avec les pharmacies et

cliniques locales, ainsi que les assurances santé, ce qui renforce notre crédibilité tout en contribuant à dynamiser l'économie locale. Pour résumer, iYARA n'est pas juste une application, c'est une vision moderne et inclusive de la santé qui met la technologie au service de l'humain.

Peace FM : Qu'est-ce qui vous a poussé personnellement à vous lancer dans ce projet ? Et où en êtes-vous aujourd'hui en termes d'utilisateurs ?

Martial Batcho : Le projet iYARA est né d'une conviction profonde : en Afrique, des millions de personnes continuent de se heurter à des difficultés majeures pour accéder à des soins de qualité, malgré la démocratisation du numérique. Ayant moi-même été confronté à ces réalités, j'ai voulu créer une solution locale ayant un impact global. Aujourd'hui, nous sommes en phase pilote avec déjà plus de 500 utilisateurs inscrits, dont une centaine de médecins. Ils testent et valident la solution en vue de son lancement officiel à grande échelle prévu pour le dernier trimestre 2025.

Peace FM : Avez-vous déjà atteint des objectifs majeurs et quel est l'état actuel de votre projet ?

Martial Batcho : Oui, nous avons déjà franchi plusieurs étapes stratégiques. Nous avons développé et lancé une version initiale pleinement opérationnelle. Nous avons également constitué un réseau de plus de 100 professionnels de santé et d'une vingtaine de pharmacies partenaires. De plus, notre infrastructure est capable de supporter jusqu'à 10 000 utilisateurs par mois et 1 000 consultations par jour. L'application est déjà disponible sur l'App Store et Google Play, ce qui prouve sa maturité. Actuellement, nous sommes dans une phase d'optimisation pour améliorer l'expérience utilisateur, renforcer la sécurité des données médicales et établir des partenariats institutionnels plus larges.

Peace FM : Pour conclure, quelles sont vos ambitions pour l'avenir d'iYARA ?

Martial Batcho : Notre ambition ultime est de faire d'iYARA la référence panafricaine de l'e-santé, une solution multilingue et évolutive capable de transformer durablement l'accès aux soins en Afrique de l'Ouest. À court terme, nous nous concentrons sur le lancement officiel au Bénin, prévu pour le dernier trimestre 2025, pour accélérer son adoption. À moyen terme, nous prévoyons une expansion régionale au Togo, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal. Nous enrichirons également notre offre avec des abonnements premium, l'intégration des assurances santé et des services de laboratoires biomédicaux connectés. Nous construisons aujourd'hui les bases solides pour qu'iYARA devienne un acteur incontournable de la santé numérique en Afrique francophone, au service des patients, des médecins et des systèmes de santé.

Avec peacefm

Ogou/ traitement et production des données d'état civil

Des agents d'état civil des Plateaux en formation

Les agents d'état civil de la région des Plateaux, les responsables de la société civile et de l'éducation ont pris part, le lundi 1er septembre à Atakpamé, à une session d'orientation et de renforcement des capacités sur les approches innovantes, de traitement et de production des données d'état civil.

La formation est organisée par le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière avec l'appui du Fonds des nations unies pour la population (UNFPA). L'objectif est de renforcer les capacités des agents d'état civil pour améliorer l'enregistrement et la production des statistiques. Il s'agit aussi de présenter les indicateurs de qualité des statistiques de vie aux agents des centres d'état civil des communes et de les sensibiliser à la tenue des volets particulièrement celui dédié à la production des statistiques de vie. Quatre communications ont meublé la rencontre. Il s'agit de l'examen des systèmes actuels d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil ; la présentation des indicateurs de qualité des statistiques de vie ; les instructions sur le remplissage et de la tenue



du volet numéro quatre, les actions réalisées ainsi que les perspectives dans le cadre de la réforme du système d'état civil. Des échanges et discussions ont permis aux participants de s'approprier les différents thèmes présentés et de produire des recommandations. Le secrétaire général du gouvernorat des Plateaux, Vidoute Koffi Aimé a indiqué que dans la production des statistiques démographiques, l'état civil est l'une des plus anciennes sources de données. « Son exploitation permet de disposer

des statistiques démographiques actualisées fiables et régulières. Cependant, il est à noter que, les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil sont peu performants en raison de la relative complétude de l'enregistrement des naissances et du faible enregistrement des décès », a-t-il relevé. Au regard de cette situation, dit-il, l'intérêt est de plus en plus porté pour l'amélioration du fonctionnement et la production des statistiques de l'état civil.

ATOP/KJ/KKT/SED

Foncier

Des propriétaires terriens dénoncent une occupation illégale à Adakpamé nord Zogbédji

Des propriétaires terriens et acquéreurs légitimes de terrains à Adakpamé nord Zogbédji dans la commune Golfe 1 ont dénoncé, le dimanche 31 août au cours d'une manifestation publique, une occupation illégale d'un vaste domaine foncier d'une contenance de 638 hectares 66 ares 33 centiares.

Selon les faits relatés par l'un des porte-paroles du comité des propriétaires terriens, Elie Guidiglo, depuis plus de 30 ans, il a été acquis légalement auprès de 14 collectivités (Aguidi, Sekle, Lossou, Akpatsa, Avognon, Gnadjojon, Watakllassou, Mezion, Sizozo, Ayivon, Agbokou, Adonsou, Avala et Agodjro), des terrains dans la zone d'Adakpamé nord Zogbédji. « Depuis trois ans, nous constatons avec inquiétude l'occupation illégale des terres pour des travaux par une société étrangère. Nous avons saisi la mairie Golfe 1 qui a ordonné la cessation des travaux. A notre grande surprise, les travaux ont repris quelques semaines déjà



», a expliqué M. Guidiglo, l'un des victimes de cette « situation grave ». « Aujourd'hui, nous dénonçons avec force ces occupations illégales, ces constructions anarchiques, ces menaces et intimidations orchestrées par des groupes de « gros bras » », a scandé M. Guidiglo. Malgré les démarches légales et pacifiques, a informé

le porte-parole, aucune solution n'a été apportée jusqu'à ce jour et « les travaux anarchiques continuent sans relâche, en violation totale de la loi et des droits des propriétaires terriens ». Cette situation déplorable a amené les acquéreurs a organisé cette manifestation publique pour attirer l'attention des autorités du pays afin qu'une solution définitive soit trouvée. Ainsi, le comité demande « la suspension immédiate des travaux illégaux en cours, le rétablissement de nos droits légitimes de propriétaires terriens, la protection effective des citoyens contre les intimidations et menaces des « gros bras » ».

ATOP/AJA/DHK

Cinkassé/excellence en milieu scolaire

La société scanning systems prime les meilleurs élèves du Togo et du Burkina Faso

Quatorze meilleur.e.s élèves aux différents examens de l'année académique 2024-2025 au Togo et au Burkina Faso ont reçu des prix d'excellence, le samedi 30 août à Cinkassé.

C'est une initiative de la société Scanning Systems, sise au Poste de contrôle juxtaposé (PCJ) de l'UEMOA à Cinkassé. Elle vise à encourager l'excellence en milieu scolaire et accompagner les meilleurs élèves aux examens du Certificat d'études du premier degré (CEPD), du Certificat d'étude primaire (CEP au Burkina), du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) et des Baccalauréats 1ière et 2è partie (BAC I et BAC 2). Les lauréats du CEPD et du CEP ont reçu chacun un dictionnaire, un cartable, des cahiers, un vélo et une enveloppe de 100.000 FCFA. Ceux du BEPC ont bénéficié chacun d'un vélo de 150.000 F CFA. Les meilleurs au BAC I (uniquement au Togo) ont été gratifiés de 100.000 F CFA tandis qu'au niveau du BAC II, la somme de 400.000 F CFA a été remise à chaque bénéficiaire. Ces prix sont accompagnés d'attestations d'excellence. Le représentant-résident de Scanning Systems à Ouaga-



dougou, Albert Mané a indiqué qu'à travers cette cérémonie, la société réaffirme son engagement à promouvoir les valeurs qui forgent les citoyens responsables pour le travail, la persévérance et la résilience. Il a félicité les lauréats pour les excellents résultats qui rendent fiers leurs parents, les enseignants et leurs différentes communautés. M. Mané les a encouragés à garder le cap tout en restant disciplinés, respectueux et assidus, car dit-il « La clé de la réussite se trouve dans le travail bien fait ». Les préfets de Cinkassé (Togo) et de Yargatenga (BF), respectivement Colonel Yanani Tiekabe et Saré Jean ont féli-

cité Scanning Systems pour ses actions humanitaires multiformes en faveur des communautés des deux pays. Ils ont rendu hommage aux deux chefs d'Etat pour les efforts conjoints consentis pour le bien-être de leurs populations, notamment à travers la lutte contre le terrorisme. Les lauréats sont heureux d'avoir gagné ces prix, fruits de leur travail acharné à l'école. Toubga Maguide du Togo et Dondebzanga Abdoul Faniou du Burkina Faso ont exprimé leur gratitude au donateur, promettant de redoubler d'ardeur au travail pour assurer la relève de demain, apte à développer leurs pays.

ATOP/BB/JK

Liverpool

L'arrivée d'Alexander Isak est la plus chère de l'histoire

C'est assurément l'un des feuilletons de l'été. Après une saison remarquable avec Newcastle (27 buts en 42 matches), l'attaquant suédois était ciblé par de nombreux clubs anglais cet été



Partant au clash avec Newcastle, l'attaquant de 25 ans a été pris en grippe par ses supporters et avec l'arrivée de Nick Woltemade à St-James Park, un départ d'Isak était inéluctable. Finalement, la situa-

tion s'est décantée lors de la dernière journée de ce mercato. En effet, poussé vers la sortie, Isak a été approché par Liverpool, qui est venue à de nombreuses reprises aux renseignements ces derniers mois, et l'opération a été

officialisée ce lundi contre un chèque de 150 millions d'euros. Un chiffre mirifique qui fait d'Isak le plus gros transfert de l'histoire de la Premier League.

Avec footmercato

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)**	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES		
	Togo	Union Européenne
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
Classement Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance	
Transparency International 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180

1^{er} Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).
● Source : tresor.economie.gouv.fr

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



| www.boatogo.com